

PRÉFECTURE  
Direction des Collectivités Locales  
et des Procédures Publiques  
Bureau des Enquêtes Publiques et Installations Classées  
SK/854

## AR R E T E

### **N° 2015078-0007 du 19 mars 2015 portant mise en demeure à la société SCHILLIGER BOIS à VOLGELSHEIM de respecter les dispositions de l'article R515-82 II du Code de l'Environnement**

LE PREFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,
- VU** la directive européenne 2010/75/EU relative aux émissions industrielles,
- VU** le décret du 24 juillet 2014, paru au J.O. du 25 juillet 2014, portant nomination de M. Pascal LELARGE, Préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 21 août 2014,
- VU** le décret du 20 janvier 2014, paru au J.O. du 21 janvier 2014, portant nomination de M. Christophe MARX, Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 5 février 2014,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2014233-0001 du 21 août 2014 portant délégation de signature à M. Christophe MARX, Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2007-201-2 du 20 juillet 2007 d'autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la société KLENK HOLZ France à VOLGELSHEIM,
- VU** le récépissé de changement d'exploitant du 13 avril 2010 délivré à la société SCHILLIGER BOIS,
- VU** le rapport du 23 février 2015 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

**CONSIDÉRANT** que la société SCHILLIGER BOIS exploite à Volgelsheim des installations visées par la rubrique n°3700 de la nomenclature de installations classées,

**CONSIDÉRANT** que ces installations, entrées en service avant le 7 janvier 2013, n'étaient pas visées par la directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution,

**CONSIDÉRANT** qu'il appartenait à la société SCHILLIGER BOIS, en application de l'article R515-82 II du code de l'environnement, de remettre au préfet, avant le 7 janvier 2014, un dossier de mise en conformité dont le contenu est identique à celui du dossier de réexamen prévu à l'article R515-72 du code de l'environnement et de joindre à ce dossier le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** que la société SCHILLIGER BOIS n'a pas transmis le dossier de mise en conformité prévu à l'article R 515-82 II et n'a fourni aucun élément relatif au rapport de base mentionné au même article,

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement : *«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.»*,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin

## **A R R Ê T E**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société SCHILLIGER BOIS, désignée "exploitant" dans le présent arrêté, dont le siège social est situé rue du Port Rhénan à Volgelsheim (68600), est mise en demeure de respecter, **dans un délai de six (6) mois**, la prescription de l'article R 515-82 II du code de l'environnement en remettant au préfet :

- un dossier de mise en conformité dont le contenu est identique à celui du dossier de réexamen prévu à l'article R 515-72 du code de l'environnement,
- le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R 515-59 du code de l'environnement.

### **Article 2 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

### **Article 3 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin et le Directeur Régional de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

#### **Délais et voie de recours :**

(article R. 514-3-1 du Titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Fait à COLMAR, le 19 mars 2015

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Signé

Christophe MARX

